

N° 89/CA du répertoire

N° 2006-102/CA<sub>2</sub> du Greffe

Arrêt du 25 juillet 2013

**INSTANCE : Le Collectif des contractuels  
Tacites du Ministère des Enseignements  
Primaires et Secondaires (MEPS)**

C/

MEPS

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Porto-Novo du 04 octobre 2006, enregistrée au greffe de la Cour le 12 octobre 2006 sous n°1043/GCS, par laquelle monsieur Ephrem ZANKLAN, président du collectif des contractuels tacites du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, 01 BP : 1055 Porto-Novo, tél : 97-47-39-29, a introduit une demande de sursis à exécution de la note de service n°6030/MEPS/CAB/DC/DRH/SP du 28 novembre 2005 du Ministre des Enseignements Primaire et Secondaire.

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attribution de la Cour, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

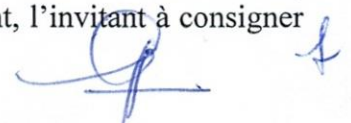
Vu les pièces du dossier ;

Oùï le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 4336/GCS du 13 novembre 2006, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner



au Greffe de la Cour la somme de cinq mille (5000) francs et lui rappelant les termes de l'article 45 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour suprême, en vigueur au moment des faits ;

Que cette mise en demeure a été renouvelée à l'adresse du requérant par lettre n°2039/GCS du 02 juillet 2007 reçue par le requérant le 03 juillet 2007 ;

Que les deux mises en demeure sont restées sans suite ;

Considérant que l'article 45 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 dispose :

« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de cinq mille (5000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Que les mises en demeure étant restées sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

### **PAR CES MOTIFS.**

### **DECIDE :**

**ARTICLE 1er** : Monsieur Ephrem ZANKLAN est déchu de son action.

**Article 2** : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,  
PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI  
ET  
Victor D. ADOSSOU

} CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt cinq juillet deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

